

# La monnaie du département du Simplon et la réception des batz «au coin du Valais» dans les caisses publiques

par  
Pierre REICHENBACH

## Introduction

### Les monnaies en Valais avant sa «réunion» à la France

La dernière frappe de monnaies valaisannes remonte à 1776-1778 sous l'épiscopat de François-Joseph-Frédéric Ambuel.<sup>1</sup> Sont émises alors des pièces de billon<sup>2</sup> et une monnaie d'argent.<sup>3</sup> À côté d'elles circulent en Valais des pièces suisses, notamment bernoises<sup>4</sup>, des pièces françaises, mais aussi

<sup>1</sup> Charles LAVANCHY, «Numismatique valaisanne», dans *Vallesia*, t. XL, 1985, pp. 61-100, notamment pp. 99-100.

<sup>2</sup> Généralement d'un alliage de cuivre et d'argent, le billon est reçu pour une valeur supérieure à sa valeur réelle. Il sert de monnaie d'appoint et son crédit ne dépend que de celui des pièces d'argent ou d'or qu'il accompagne. Il fait évidemment problème dès qu'il circule en abondance et qu'il remplace, en plus ou moins grande quantité, les bonnes monnaies d'or et d'argent. Cf. Pierre LAROUSSE, *Grand dictionnaire universel du XIX<sup>e</sup> siècle*, article «Billon».

<sup>3</sup> Il s'agit, pour le billon, de creutz, 2-creutz [demi-batz], batz, 6-creutz [1 batz et demi], 12-creutz [3 batz] et, pour l'argent, de 20-creutz [5 batz]. – L'usage est hésitant pour la graphie de batzen et creuzer: j'ai rencontré plus souvent «batz» que «batzen», «creutz» que «creutzer»; par contre, je n'ai jamais trouvé «bache» pour «batz» ou «cruche» pour «creutz», jamais non plus kreuzer ni même creuzer (avec un simple z au lieu d'un tz). J'opte donc pour batz et creutz, tous deux invariables. Il semble que le souci de se faire entendre ait été à l'époque primordial: creutz et batz représentent les formes graphiques qui rendent le mieux, aujourd'hui encore, la prononciation sédunoise. Ce même souci se manifeste en d'autres circonstances: par exemple, le nom du préfet, en allemand, est toujours imprimé Derwille Malechard ou mieux, parfois, Derwille Maleschard. – Je remercie mes collègues Jean Simonazzi et Alexandre Schafer d'avoir attiré mon attention sur ce point.

<sup>4</sup> Cf. Colin MARTIN, *Essai sur la politique monétaire de Berne 1400-1798*, Lausanne, 1978, BHV n° 60; IDEM, *La politique monétaire de Berne. II. Les monnaies en circulation dans les cantons 1400-1798*, Lausanne, 1983, BHV n° 75.

espagnoles ou autrichiennes, sans parler de la fausse monnaie <sup>5</sup>. Les espèces les plus fréquemment utilisées dans les comptes, d'après quatre sources <sup>6</sup>, sont les batz, les livres (tournois), les francs de France et de Suisse et différentes sortes d'écus (tableau 1). Elles appartiennent, d'après Derville Maléchar, à quatre groupes <sup>7</sup>: un premier groupe très courant, d'influence suisse (pièces réelles, mais de billon) et savoyarde (monnaie de compte), formé de batz, de florins et d'écus; un deuxième groupe, d'origine française, fondé sur la livre tournois; un troisième groupe, d'origine suisse, fondé sur le batz et sur la livre ou le franc de Suisse <sup>8</sup>; un quatrième groupe enfin, indigène et archaïque, fondé sur la livre maurisoise (tableau 2).

En réalité, le premier et le troisième groupe sont les plus fréquents. Ils sont l'un et l'autre fondés sur le batz. Tousard d'Olbec, secrétaire d'Etat de la république indépendante du Valais (1802-1804 et 1807-1811), puis directeur des administrations de finances du département du Simplon <sup>9</sup>, soutiendra, dans un mémoire de 1812, que les batz ne sont pas tout à fait du billon, parce qu'ils sont l'unique monnaie «nationale» du Valais et que leur valeur est trop forte par rapport aux espèces en circulation dans le Valais. Il ignore – ou feint d'ignorer – que la monnaie du Valais est intégrée au système monétaire suisse <sup>10</sup> et que son billon s'estime sans doute par rapport à l'ensemble des espèces suisses en circulation.

<sup>5</sup> Les recès de la diète valaisanne, traduits par Adolphe de Courten (1812-1892), mentionnent, du 16 au 18 mars 1795, une discussion en diète sur le meilleur moyen de faire disparaître 2 millions de pièces de 3 batz (frappées dans le Piémont) qui n'ont plus cours qu'en Valais. – Dans AEV, fonds Barberini, 52, pp. 127-136, on trouve, pour le dizain de Sion, la récolte de ces pièces avec lesquelles on tente de payer le sel d'Italie.

<sup>6</sup> Louis BOUCARD, *L'école primaire valaisanne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et son histoire de 1798 à 1830*, Saint-Maurice, 1938, 394 p., frontispice; monnaies courantes et leur valeur vers 1800, pp. 5-6. – *Bulletin officiel et Feuille d'avis du Valais* (cité BO), Sion, n° 34 du 19 août 1804: «Arrêté sur les espèces rognées du 23 juillet 1804». – *Mémorial administratif de la préfecture du département du Simplon* (cité *Mémorial*), Sion, n° 81 du 11 novembre 1812 et n° 89 du 30 décembre 1812. – AEV, fonds Augustin de Riedmatten, R2-10, pp. 403-442, cf. mon article «Les comptes personnels de P.-J. de Riedmatten, ancien bourgmestre de Sion, pour les années 1800-1804», dans *Vallesia*, t. XIII, 1958, pp. 239-265.

<sup>7</sup> *Mémorial*, n° 89 du 30 décembre 1812, pp. 585-586.

<sup>8</sup> Avant l'Helvétique, le monnayage était dominé en Suisse par quelques grands cantons; les autres cantons ne frappaient guère que de petites pièces et du billon. La République helvétique introduisit le «franc de Suisse» (trente-septième partie d'un marc d'argent fin) par la loi du 19 mars 1799. Les sous-multiples en étaient le rappen (1/100<sup>e</sup>) et le batz (1/10<sup>e</sup>).

Cf. STRICKLER, *Helvetik*, III, Nr 387, 19.3.1799: loi sur le système monétaire helvétique.

<sup>9</sup> Voir note 24. – Voir aussi ci-après, pp. 44-45, le *mémoire de Tousard d'Olbec* (le document est cité AEV, DI 101, *Mémoire...*). Je remercie M. Jean-Henri Papilloud, excellent connaisseur des fonds de l'Etat pour le XIX<sup>e</sup> siècle, de m'avoir signalé ce document particulièrement intéressant pour mon sujet.

<sup>10</sup> Joseph ECHASSÉRIAUX (1753-1823), résident de France en Valais 1804-1806, regrette en 1806 que le pays, désormais république indépendante, ne frappe pas sa propre monnaie. «Ce sont les ateliers de ses voisins qui lui fournissent les monnaies que l'on y voit en circulation», dit-il dans sa *Lettre sur le Valais, sur les mœurs de ses habitants, avec les tableaux pittoresques de ce pays et une notice des productions naturelles les plus remarquables qu'il renferme*, p. 21 (Paris, 1806, 136 pages, reprint Genève, 1980).

Louis BOUCARD	B.O. 19.8.1804	Mémorial 11.11 et 30.12.1812	Pierre-Joseph de Riedmatten
rappen creutz batz florin franc	creutz batz  franc  livre du Haut-Valais ou livre maurisoise	centime creutz batz  franc livre livre du Haut-Valais ou livre maurisoise écu-petit écu-bon	rappen creutz batz  livre  écu-petit écu-bon
écu-petit écu-bon écu-blanc			
écu-neuf louis d'or	écu-neuf	croison écu-neuf	louis d'or

Tableau 1.— Monnaies usuelles en Valais autour de 1800

Valeur en batz	1 <sup>er</sup> groupe	2 <sup>e</sup> groupe	3 <sup>e</sup> groupe	4 <sup>e</sup> groupe
0.10 0.25 1.00 4.00 6.66 10.00	rappen creutz batz florin	livre tournois	batz	livre maurisoise/ du Haut-Valais
13.50			franc / livre de Suisse	
20.00 25.00 40.00	écu-petit écu-bon			
160.00		écu de 6 livres écu de 24 livres	écu neuf à 4 francs	

Tableau 2.— Les stipulations monétaires en Valais avant la réunion

Il prétend également, en simplifiant peut-être abusivement la situation, que le rapport entre le billon et les espèces était satisfaisant en Valais avant la réunion. Selon lui, les espèces d'or et d'argent, provenant essentiellement du service mercenaire et diplomatique, constituaient alors un fonds stable suffisant aux paiements à l'étranger et les batz, utilisés dans le pays, bénéficiaient aussi d'une valeur constante: en monnaie de compte, l'écu de 6 livres tournois valait 40 batz; au taux légal, il était calculé à 41 batz, mais en réalité, dans le change entre particuliers, il se donnait pour 41 batz et demi.<sup>11</sup> C'est cette dernière indication qui lui permet de compter le change du batz à 14 centimes français.<sup>12</sup>

Enfin, dans ce même mémoire, il justifie ses affirmations sur la suffisance des espèces et sur la valeur constante des batz en brossant un aperçu des échanges du Valais avec l'extérieur. «Le Valais faisait son commerce en importations et en exportations pour la très grande partie avec les Suisses. Ceux-ci acceptaient volontiers en paiement la monnaie à 42 batz, parce qu'ils l'employaient eux-mêmes à leurs achats en Valais, ou la remettaient à ceux qui y faisaient ce commerce.» Les importations d'un pays qui «ne paraît pas surabondant en productions et qui n'a ni manufacture ni fabrique» sont constituées par «le sel et tabac, les épicerie et drogueries, les métaux fins et communs et toutes les marchandises et ouvrages fabriqués [...]». Ses exportations, comprenant «les pelleteries, les beurres et fromages, les laines et les draps grossiers, les bestiaux et un grand nombre d'autres articles d'exportations, et le transport des marchandises par le Simplon et le St-Bernard, compensaient en très grande partie les importations [...] et réduisaient le solde en espèces.»<sup>13</sup>

### *La mauvaise monnaie chasse la bonne*

En général, à l'époque et dans la pratique, la grande majorité des transactions, les quotidiennes notamment, se traitent en billon. La pauvreté se traduit par son usage presque exclusif et, en période troublée surtout, les bonnes monnaies constituant des réserves, le billon reste pratiquement seul en circulation. Les gouvernements sont alors amenés, pour combattre son expansion, soit à interdire sa circulation, soit à diminuer sa valeur. Les monnaies prosrites ou dévaluées errent au gré des régions ou des pays qui les reçoivent encore ou qui leur accordent la plus grande valeur.

<sup>11</sup> AEV, DI 101, Mémoire..., pp. 60-61 et 55-57.

<sup>12</sup> 6 livres tournois \* 80/81 = 5,926 francs français; lesquels 5,926 / 41.5 batz = 0.1428 ≈ 0.14 franc français (AEV, DI 101, Mémoire..., p. 59).

<sup>13</sup> AEV, DI 101, Mémoire..., pp. 56-57. Propos très proches chez ECHASSERIAUX, *op. cit.*, note 2.



La période troublée que le Valais a vécu entre 1790 et 1802 a sans doute appauvri considérablement le pays <sup>14</sup>, faisant disparaître de la circulation beaucoup de bonnes monnaies d'or ou d'argent et raréfiant même le billon, d'ailleurs fort déprécié et de plus en plus souvent refusé. Le directeur des administrations de finances du département du Simplon écrira de manière très explicite: «En 1798, le Valais paya de fortes contributions en numéraire aux troupes françaises. Elles furent acquittées en grande partie en monnaie [sous-entendu de billon, soit batz] et transportées à Berne, d'où cette monnaie se répandit dans toute la Suisse; et elle était tellement disparue du Valais, qu'on avait peine jusqu'en 1810 à y échanger les espèces, et qu'on y aurait manqué de monnaie pour les besoins de la vie, s'il n'y en avait pas eu une certaine quantité de celle des cantons de Vaud et de Berne.» <sup>15</sup> Aux dires de Derville Malécharde, les batz circulaient avant 1798 dans une proportion beaucoup trop forte par rapport aux espèces d'argent et d'or, ce qui entraîna leur dépréciation d'abord, puis leur diminution, chacun rechignant à en recevoir. Pour exemple, un projet de la République helvétique envisage en 1799 de battre de nouvelles pièces de billon pour démonétiser les anciennes, «ces mauvaises drogues du Valais, de Neuchâtel et de Fribourg». Pour «prévenir les maux d'une rentrée précipitée de cette énorme masse de ces drogues qui circulent dans les pays voisins», il convient «de faire avertir les citoyens de l'Helvétie, et notamment ceux des frontières, de ne point se charger d'une quantité de vieille monnaie, puisqu'elle allait être bientôt prohibée: ce sera le moyen de garantir les particuliers d'une perte considérable sur l'ancien billon au moment où [l'on] commencerait à en prohiber des portions» <sup>16</sup>. La mauvaise monnaie qui nous intéresse – le batz «au coin du Valais» – est-elle importante? On voudrait pouvoir répondre de façon sûre et précise à cette question, mais les sources sont muettes là-dessus. On peut seulement conjecturer, d'après les estimations de l'administration française du département du Simplon <sup>17</sup>, que ces pièces ne

<sup>14</sup> «Le Valais avait aussi avant 1798 des capitaux enfouis dans les bourses des communes et corporations, et dans les maisons des particuliers économes: et cette richesse s'est évanouie avec les contributions et les désastres des guerres de 1798 et 1799. Il a perdu au moins 80 mille francs de rentes annuelles placées dans des fonds publics en France et rien n'a pu remplacer cette perte, il faut en convenir. Cependant à considérer ces trésors accumulés en numéraire ou en mobilier précieux, relativement à la question de ce mémoire, on peut dire que les particuliers ont éprouvé, il est vrai, une perte très grande et presque irréparable, mais que ces trésors n'étaient d'aucun effet pour la masse des espèces en circulation.» (Tousard d'Olbec dans AEV, DI 101, Mémoire..., pp. 58-59.)

<sup>15</sup> AEV, DI 101, Mémoire..., p. 54.

<sup>16</sup> STRICKLER, *Helvetik*, III, Nr 227, 12.1.1799: le ministre des finances au Directoire.

<sup>17</sup> Sommairement, et selon Tousard d'Olbec (AEV, DI 101, Mémoire..., p. 58), la valeur des batz circulant en Valais, quand ceux-ci auront tous réintégré le pays, dépasse d'un cinquième à peine la valeur des espèces qui entrent annuellement dans le pays au titre de rémunérations et pensions du service étranger. Voir plus loin, dans *Valeur et quantité des batz en circulation*, pp. 41-42, les opinions du préfet et du directeur des administrations de finances.

représentent qu'une petite partie – non négligeable cependant <sup>18</sup> – de la monnaie en circulation, mais qu'elles jouent un rôle important parce qu'elles sont seules en mains des gens les plus pauvres, en numéraire sinon en biens, et surtout parce que les prix des produits courants et les salaires s'expriment en batz.

Le calme relatif de la période de la république indépendante du Valais n'avait pas encore permis au pays en 1810 de rétablir sa situation monétaire. C'est donc un Valais appauvri, encore blessé qui devient le département du Simplon.

### **La monnaie dans le département du Simplon et la réception des pièces «au coin du Valais» dans les caisses publiques**

Quand le général César Berthier prend possession du Valais au nom de Napoléon, son acte fait l'objet d'une proclamation aussitôt confirmée et expliquée «au peuple valaisan» par une lettre du Conseil d'Etat. Les deux documents sont signés à Sion le 14 novembre 1810 et paraissent dans le *Bulletin Officiel et Feuille d'Avis du Valais*, n° 46 du 18 novembre 1810. <sup>19</sup>

Les autorités et l'administration en place sont provisoirement maintenues dans leurs fonctions et attributions: «Le Général Commandant a bien voulu maintenir le Conseil d'Etat en fonctions, au nom de Sa Majesté l'Empereur et Roi, sous son autorité supérieure, et il l'a autorisé à ne rien changer jusqu'à nouvel ordre à l'administration du Valais. En conséquence les lois actuellement existantes demeureront en vigueur jusqu'à nouvel ordre.» <sup>20</sup>

<sup>18</sup> En tout cas pour l'administration française! En effet, les batz «au coin du Valais» représenteront, en 1811-1813, en valeur absolue le 50% environ du montant des recettes (impôts et taxes diverses) du département et se trouveront presque tous dans les caisses publiques, celles-ci leur accordant jusqu'au 4 novembre 1812 la meilleure valeur.

<sup>19</sup> Sur la période qui nous occupe, on consultera notamment Michel SALAMIN, «Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)», dans *Vallesia*, t. XII, 1957, pp. 1-281; IDEM, *La République indépendante du Valais 1802-1810. L'évolution politique* (cité SALAMIN, *La république indépendante...*), Sierre, [1971], 287 p. (Le passé retrouvé. 1); Marie-André SADRAIN, *La réunion du Valais à la France (1810)*, Bourges, 1936, 126 p.; André DONNET, «Personnages du Valais fichés par l'administration française du département du Simplon (1811). Trois exemples de la <Statistique morale et personnelle> de l'Empire» [cité DONNET, «Personnages fichés...»], dans *Vallesia*, t. XLI, 1986, pp. 193-308; Emile BIOLLAY, *Le Valais en 1813-1814 et sa politique d'indépendance. La libération et l'occupation d'un département réuni* (cité BIOLLAY, *Le Valais en 1813-1814...*), Martigny, 1970, 300 p. (*Bibliotheca vallesiana*. 10) – Pour une brève information, voir Michel SALAMIN, *Le Valais de 1798 à 1940, précédé d'un résumé de l'histoire valaisanne des origines à 1798*, Sierre, 1978, 328 p. ill.

<sup>20</sup> BO, n° 46 du 18 novembre 1810, pp. 365-366.

## L'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1811

Pour les monnaies, ce «nouvel ordre» commence le 1<sup>er</sup> avril 1811 <sup>21</sup> par un arrêté préfectoral <sup>22</sup> de Derville Malécharde <sup>23</sup> qui fixe «la valeur pour laquelle les diverses monnaies en circulation seront reçues dans les caisses publiques» et «dont les dispositions [...] ont été concertées avec le directeur des administrations de finances, le receveur général et les conseillers de préfecture, membres de l'ancien gouvernement» <sup>24</sup>. Pour respecter le délai imparti, le préfet a dû prendre son arrêté avant d'en avoir reçu l'approbation du ministre des finances. <sup>25</sup>

### *Le contenu de l'arrêté (fig. 1)*

Trois articles composent l'arrêté; le premier concerne les monnaies françaises actuelles et anciennes; le deuxième, les valaisannes et le troisième, les étrangères dont celles de Suisse. Ce tarif conserve le cours ordinaire des monnaies suisses, mais aussi valaisannes <sup>26</sup>, et françaises, puisque le franc de Suisse est reçu pour 1,50 français conformément au cours officiel établi depuis

<sup>21</sup> L'«arrêté relatif au versement des fonds et à la reddition et liquidation des comptes actifs et passifs de l'ancienne administration du Valais» du 26 mars 1811 est pris «en exécution du décret impérial du 26 décembre 1810, qui ordonne qu'au premier avril commencera le système constitutionnel des finances dans le département du Simplon» (BO, n° 12 du 31 mars 1811, pp. 90-96).

<sup>22</sup> AEV, Collection de placards (non inventoriés). Textes français (fig. 1) et allemand.

<sup>23</sup> Né en 1774, décédé en 1842. Résident de France en Valais de 1806 à 1810, il y revient en 1811 (nommé le 16 janvier, arrivé de nuit le 24 février, installé le 25 février - BO, n° 8 du 3 mars 1811) comme préfet du département du Simplon jusqu'en 1813 (avril - *Mémorial*, n° 15 du 21 avril 1813). Une maladie l'oblige à s'absenter de Sion et à se faire remplacer du 22 novembre 1811 au 21 mai 1812 par M. Locard, sous-préfet de San Donnino (*Mémorial*, n° 32 du 27 novembre 1811 et n° 57 du 27 mai 1812). – Voir un échantillon de son écriture, fig. 2, et de sa signature, fig. 3.

<sup>24</sup> AEV, S 6/6, n° 2: minute autographe du préfet au ministre des finances, du 3 avril 1811. – Le directeur des administrations de finances est Louis (-Anne-François) Tousard d'Olbec (1757-1840); le receveur général et payeur est Etienne-Marie-Ferdinand de Flotte; les conseillers de préfecture sont Casimir Lang (1767-1815), Isaac de Rivaz ((1752-1828) et Louis-Joseph Pittier (1754-1815), d'après *Annuaire de la préfecture du département du Simplon* (cité *Annuaire*), Sion, 1813, ainsi que DONNET, «Personnages fichés...», SALAMIN, *La République indépendante...* (Index des noms de personnes) et BIOLLAZ, *Le Valais en 1813-1814...* (Index des noms de personnes).

<sup>25</sup> «M. le receveur général m'ayant prévenu dès les premiers jours de mars qu'il avait à cet égard demandé les ordres de votre Excellence, j'ai attendu jusqu'au dernier moment pour prendre une mesure que l'introduction du nouveau système de finance au 1<sup>er</sup> avril ne permettait plus de différer.» (AEV, S 6/6, n° 2, déjà citée.)

<sup>26</sup> «...La monnaie du Valais et celle de la République helvétique seront établies à un taux uniforme, et la monnaie de chacune des deux républiques aura réciproquement cours dans l'autre.» (STRICKLER, *Helvetik*, t. VIII, pp. 186-187. — Accord du 14 juin 1802 entre la République helvétique et le Valais, en passe d'être détaché de la Suisse, processus s'étalant du 20 mars 1802 au 5 septembre 1802, selon SALAMIN, *La République indépendante...*

le 11 août 1803. Ainsi l'arrêté consacre —provisoirement sans doute dans l'esprit du préfet— le maintien de la circulation de pièces valaisannes et étrangères au côté des françaises anciennes et nouvelles; ce faisant, il maintient le Valais dans le système monétaire suisse.

# EMPIRE FRANÇAIS.

---

## ARRÊTÉ

*Relatif à la valeur pour laquelle les monnoies en circulation seront reçues dans les caisses publiques.*

LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DU SIMPLON, CHEVALIER DE L'EMPIRE, MEMBRE DE LA LÉGION D'HONNEUR,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de fixer le taux provisoire auquel seront reçues dans les caisses publiques les diverses monnoies françaises, valaisannes et étrangères en circulation dans le département du Simplon;

Considérant qu'à cet égard il convient de prendre pour bases les tarifs autorisés déjà dans les autres départements qui se sont trouvés dans le même cas.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les monnoies au type français actuel, en or, argent, billon et cuivre, seront reçues pour leur valeur nominale, d'après les lois de l'Empire;

Les anciennes monnoies de France seront reçues conformément au décret du 12 Septembre 1810,

S A V O I R :

	Or.	fr.	c.
{	Louis double, pour . . . . .	47	20
	Louis simple . . . . .	23	55

Les Louis à double écusson ne sont point admis.

	Argent.	fr.	c.
{	L'écu de 6 liv. tournois, pour . . . . .	5	80
	de 3 liv. idem. . . . .	2	75
	Pièce de 24 sous, marquée. . . . .	1	
	12 idem . . . . .	50	
	6 idem . . . . .	25	

ARTICLE II.

Les batz, demi-batz et creutzers, MARQUÉS AU COIN DU VALAIS, seront seuls reçus dans les caisses publiques,

S A V O I R :

	En toute	fr.	c.
{	Le batz, pour . . . . .	15	
	La pièce d'un batz et demi, pour . . . . .	22	
	Celle de trois batz, pour . . . . .	45	

Le demi-batz ne pourra être reçu que pour appoint de 4 à 7 centimes.

Le creutzer que pour appoint d'un à trois centimes.

ARTICLE III.

Les monnoies étrangères ci-après dénommées seront également reçues dans les caisses publiques,

S A V O I R :

	Or.	fr.	c.
{	Le double Souverain, pour . . . . .	33	80
	Souverain. . . . .	16	90
	demi Souverain. . . . .	8	45
{	L'écu du Brabant, dit Croison, pour . . . . .	5	56
	demi écu; idem. . . . .	2	77
	quart d'écu, idem. . . . .	1	38
	Pièce de 10 batzen de Suisse. . . . .	1	50
	de 5 idem. . . . .		75

Fait à l'hôtel de la Préfecture, à Sion, le 1.<sup>er</sup> Avril 1811.

Le Préfet du Département du Simplon,

DERVILLE MALECHARD.

Vu le Préfet.

Le secrétaire général de la préfecture.

ROULIER.

Fig. 1. – Arrêté départemental du 1<sup>er</sup> avril 1811.  
Placard en français, hauteur 46,5 cm, largeur 39,5 cm  
(AEV, Collection de placards non inventoriés).



Un petit bout de phrase de cet arrêté va plonger l'administration départementale française – et le préfet lui-même – dans l'embarras. On le sait parce que le préfet s'en est expliqué par voie de presse <sup>27</sup> en rapportant le dit arrêté, mais surtout parce qu'un dossier de travail qui traite de ce sujet est conservé aux Archives d'Etat à Sion <sup>28</sup>; sans doute établi par le préfet lui-même, il rassemble des brouillons de documents et de lettres que celui-ci avait dû préparer pour que son secrétariat leur donne une forme définitive et, surtout, lisible.

Le texte qui va faire problème fixe la valeur du batz «frappé au coin du Valais» à 15 centimes (français) comme les autres batz suisses et, surtout, précise que les caisses publiques acceptent cette monnaie «en toute quantité». <sup>29</sup> Justifiant a posteriori sa décision, le préfet expliquera qu'«à l'époque de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1811 sur les monnaies, [...] ils (les batz) étaient admis en toute quantité et ils étaient devenus à peu près la seule monnaie qu'on donnât en paiement dans les caisses publiques» <sup>30</sup>. Ailleurs encore il dira que «si l'administration a pu croire à cette époque (1<sup>er</sup> avril 1811) qu'il n'y avait aucun inconvénient à laisser aux batz le cours auquel ils se trouvaient dans la circulation, c'est parce qu'elle ne pouvait alors évaluer la quantité de cette monnaie qui rentrerait dans le département, d'où elle avait presque entièrement disparu depuis douze ans à la suite d'événements extraordinaires. [...] Cette monnaie se trouve aujourd'hui, relativement aux espèces d'or et d'argent, dans la même disproportion où elle était avant 1798; [...] sa surabondance [...] l'a fait affluer sans mesure dans les caisses publiques» <sup>31</sup>. Le directeur des administrations de finances du département est, une fois encore, mieux informé que le préfet ou moins tenu que lui à utiliser un langage diplomatique, pour ne pas dire une langue de bois. «Mais en 1810, précise-t-il, à l'époque de la réunion, tous les cantons de la Suisse prohibèrent de nouveau la monnaie du Valais [les batz] avec rigueur, et la firent refluer dans ce pays; peut-être aurait-il été le moment de prendre quelques mesures pour maintenir le Simplon dans la situation avantageuse où il se trouvait d'avoir rejeté hors de

<sup>27</sup> Notamment *Mémorial*, n° 89 du 30 décembre 1812, p. 585.

<sup>28</sup> AEV, S 6/6, nos 1 à 31, du 1<sup>er</sup> avril 1811 au 9 avril 1813. Selon M. Jean-Henri Papilloud, qui fonde son opinion sur AEV, Conseil d'Etat II/12, 1b, nos 13-20 et 26, ce dossier fait partie d'un lot de documents relatifs au département du Simplon dont le Valais a négocié en 1816 le retour de France (de Lyon et de Montbrison précisément). M. André Donnet, quant à lui, pensait qu'il s'agissait là de dossiers oubliés sur place lors de l'exode des archives départementales du Simplon vers la France en décembre 1813; voir p. 198 de son article «Personnages fichés...».

<sup>29</sup> «Il était impossible de ne pas forcer la valeur du batz valaisan à 15 centimes, et de ne pas autoriser son admission dans les caisses en toute quantité. Le batz est l'unique monnaie et presque le seul numéraire du pays, les caisses publiques ne les recevant que pour les rendre sans cesse à la circulation.» (AEV, S 6/6, n° 2, du 3 avril 1811, déjà cité). Le préfet a cependant hésité: un brouillon de l'arrêté porte une surcharge, qui a ensuite été biffée; on y lit 14 à la place de 15 cts pour le batz, 21 à la place de 22 cts pour la pièce de un batz et demi, 42 au lieu de 45 cts pour la pièce de 3 batz (AEV, S 6/6, n° 1); Tousard d'Olbec a probablement déjà soutenu devant lui que le batz vaut 14 centimes, comme il le soutiendra plus tard dans son mémoire (AEV, DI 101, Mémoire...).

<sup>30</sup> *Mémorial*, n° 89 du 30 décembre 1812, p. 585.

<sup>31</sup> *Mémorial*, n° 81 du 11 novembre 1812, p. 528, extrait du préambule de l'arrêté du 4 novembre.

son sein cette quantité surabondante de monnaie de bas aloi, mais le gouvernement d'alors était trop près de sa fin pour s'en occuper; le gouvernement provisoire <sup>32</sup> aurait encore été à temps, mais il ne fit aucune disposition, et la monnaie rentra dans le Simplon par charges, et la vigilance même des douanes ne put empêcher l'exportation des espèces qui se fit en échange.» <sup>33</sup>

Ainsi s'expliquent les ennuis du préfet du département du Simplon. Derville Malécharde, qui n'est pas un nouveau venu en Valais, sait bien l'état de pauvreté du pays et la rareté chronique du numéraire: cela permet de comprendre, quoiqu'il n'ait pu ignorer le récent afflux des batz en Valais, qu'il ait, dans son arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1811, fixé leur cours à 15 centimes et obligé les caisses publiques à les recevoir en toute quantité. On s'étonnera cependant qu'un homme qui donne de belles leçons d'économie dans le *Mémorial administratif du département du Simplon* n'ait pas prévu la conséquence de ses mesures: l'afflux dans les caisses départementales de batz partout ailleurs dépréciés ou prohibés. Car c'est bien un cadeau qu'il fait aux Valaisans en évitant un certain renchérissement des produits importés et des marchandises sous régie (sel et tabac), mais plus encore aux agioteurs <sup>34</sup> de tout poil qui achètent des batz à moindre prix pour les déposer dans les caisses publiques au prix fort et surfait. Ainsi, pour ne retenir qu'un exemple, ce cas rapporté par le préfet du Léman: «[...] depuis quelques jours la monnaie de billon frappée au coin de l'ancien Etat du Valais et qui a toujours eu cours dans [...] l'arrondissement [de Thonon] avait été discréditée par des agioteurs qui, après en avoir répandu une grande quantité dans la commune, la rachetaient ensuite à vil prix pour aller exercer un nouvel agiotage dans votre département et dans le canton de Vaud en Suisse. Il en est résulté que cette monnaie n'a plus été reçue sur le même pied qu'auparavant et ce refus a donné lieu à des contestations, principalement avec des militaires venant d'Italie qui en avaient reçu à leur passage en Valais.» <sup>35</sup>

### *Valeur et quantité des batz en circulation*

Peut-on mesurer la valeur des batz et en connaître la quantité en circulation?

Le préfet estime la valeur intrinsèque du batz frappé au coin du Valais à 9 centimes français <sup>36</sup>. On peut supposer que, même si les petites transactions

<sup>32</sup> Il s'agit du gouvernement de la république indépendante resté en place dans le département du Simplon du 14 novembre 1810 au 25 février 1811, date de l'installation du préfet.

<sup>33</sup> AEV, DI 101, Mémoire..., p. 54.

<sup>34</sup> L'agioteur joue sur les différences de taux. Il achète au taux le plus bas possible et revend au taux le plus fort possible, mais généralement au-dessous du taux officiel.

<sup>35</sup> AEV, S 6/8, n° 1, du 2 mai 1811: lettre avec signature autographe du baron Capelle à Derville Malécharde.

<sup>36</sup> «Votre Excellence m'a fait connaître qu'elle consentait à ne réduire le batz qu'à 12 centimes au lieu des 9 que porterait sa valeur intrinsèque...» (AEV, S 6/6, n° 8: minute autographe d'une lettre de Derville Malécharde au ministre des finances, du 14 octobre 1812, présentant et justifiant le futur arrêté préfectoral de dévaluation du batz).

courantes et locales se comptent en batz à 15 centimes, les tentatives de se débarrasser de quantités plus ou moins importantes de batz, dont on connaît la faiblesse, ne peuvent se réaliser qu'autour de 9 centimes, et moins peut-être. L'agiotage pouvait donc se faire dans une fourchette de 66% de la valeur intrinsèque du batz. C'est assez important pour avoir tenté banquiers et, semble-t-il, receveurs des divers services français <sup>37</sup>.

Quelle est la quantité de batz en circulation dans le pays? Leur dépréciation avait obligé certains détenteurs à les conserver ou à les brader. Le taux favorable de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1811 offre à ceux qui en ont une occasion inespérée de s'en dessaisir dans de bonnes conditions <sup>38</sup>, d'où l'afflux imprévu de batz en Valais. Le directeur des administrations de finances pense en juillet 1812 qu'il ne peut y en avoir pour plus de 150 000 francs. <sup>39</sup> Le préfet estime-rà en novembre 1812 qu'il y en a pour 230 000 francs français <sup>40</sup>, ce qui représente, s'il ne s'agit que de pièces d'un batz <sup>41</sup> et comptées à 12 centimes, presque 2 millions de pièces.

### *Les difficultés du préfet*

Les Valaisans ont sans doute su gré à Derville Malécharde de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1811 et cette mesure n'est probablement pas complètement étrangère à la bonne opinion que les contemporains et les historiens ont de lui. <sup>42</sup> C'est l'administration française qui se plaint d'en subir seule les conséquences et le manifeste par une lenteur ou une mauvaise volonté à appliquer le règlement,

<sup>37</sup> On connaît au moins une transaction entre la régie des sels et M. Porteur, banquier à Genève: «... Je sais qu'il avait été passé entre la régie des sels et M. Porteur de Genève ou tels autres une transaction pour l'achat et l'enlèvement des batz appartenant à la régie...» (AEV, S 6/6, n° 13: minute d'une lettre du préfet au receveur de la régie des sels, M. Zimmermann, du 12 novembre 1812); et une suspicion d'agiotage de cette même régie dénoncée par le préfet: «... il s'élèvera sur la caisse de la régie des sels dont la situation me paraît équivoque des difficultés dont je n'ai point à m'occuper...» (AEV, S 6/6, n° 14: minute autographe d'une lettre du préfet au ministre des finances, du 14 novembre 1812).

<sup>38</sup> Pour cela, il faut passer par des débiteurs des caisses publiques qui ne manquent pas de pratiquer l'agiotage.

<sup>39</sup> AEV, DI 101, Mémoire..., pp. 54-55.

<sup>40</sup> «... je doute que la quantité des batz dans le département s'élève à plus de 230 mille francs, sur lesquels presque 200 000 dans les caisses publiques» (AEV, S 6/6 n° 14, déjà cité). Le préfet a sans doute déjà connaissance alors du résultat du contrôle des caisses publiques du 4 novembre 1812 qui y révèle la présence de batz pour 183 020,12 francs (AEV, DI 101, pp. 67-68). On doit conclure que l'information du préfet est ici plus sûre que celle de Tousard d'Olbec.

<sup>41</sup> Estimation théorique, puisque la dernière frappe de monnaie en Valais, de 1776-1778, comportait des batz ainsi que des multiples et des sous-multiples du batz; voir notes 1 et 3.

<sup>42</sup> On ne trouve pas de référence à l'arrêté sur la valeur des monnaies dans les témoignages favorables à Derville Malécharde, dont je donne ici un exemple: «... [il] avait pris sa tâche à cœur et se montra constamment dévoué au bien de ses administrés [...] et il témoignait son estime pour ce peuple bon et brave...» (chanoine GRENAT, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, publiée par les soins de Joseph DE LAVALLAZ, Genève, 1904, p. 595; reprint Genève, 1980). DONNET, «Personnages fichés...», pp. 195-196, cite le témoignage du chanoine Anne-Joseph de Rivaz, par ailleurs source probable de GRENAT.



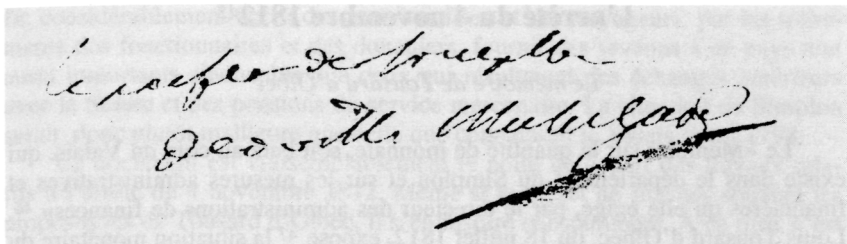
The image shows a handwritten signature in dark ink on a light-colored, slightly textured paper. The signature is written in a cursive script. The first line appears to read 'Le receveur de Brigue' and the second line reads 'Derville Malécharde'. The signature is followed by a long, horizontal, slightly wavy line that extends to the right, possibly indicating the end of the document or a specific administrative mark.

Fig. 3. – Signature de Derville Malécharde (AEV, S 6/6, n° 3, p. 4).

voire par une désobéissance patente chaque fois qu'un fonctionnaire s'estime couvert par une instance supérieure au préfet. Dans le temps d'application de l'arrêté, du 1<sup>er</sup> avril 1811 au 4 novembre 1812, les difficultés viennent de la nécessité de garder les batz dans le Valais où ils ont cours. Ainsi, alors qu'il est impossible d'en remettre aux troupes qui se rendent en Italie, les créanciers indigènes des caisses publiques rechignent à être payés en batz, puisqu'ils s'efforcent précisément de se débarrasser de cette monnaie en la versant dans les caisses publiques. Pour ces raisons, les différentes recettes établies dans le département (contributions directes, enregistrement et domaines, postes, régies des sels et tabacs)<sup>43</sup> et celles des douanes<sup>44</sup> amassent des batz dont elles ne savent que faire tandis qu'elles se voient dans la nécessité de demander du numéraire au ministre du trésor. C'est ainsi que le préfet est amené à rechercher le moyen d'assainir une situation de plus en plus dégradée des finances de son département et qu'il met en chantier un nouvel arrêté départemental sur les monnaies.

<sup>43</sup> Enumérées à l'art. 10 de l'arrêté du 4 novembre 1812 (*Mémorial*, n° 81 du 11 novembre 1812).

<sup>44</sup> «M. le receveur général de ce département [...] avait cru devoir refuser de recevoir un versement de 40 000 fr. qui lui était présenté tout en batz par le receveur des douanes à Brigue» après un autre versement de 18 000 fr. dans les mêmes espèces... (AEV, S 6/6, n° 6: copie d'une lettre du sous-préfet de Borgo San Donnino autorisé par le préfet du département du Simplon au ministre des finances, du 3 février 1812). — Les caisses des douanes sont nombreuses: autour de Brigue seulement, on en trouve au Simplon, à Obergesteln, à Binn, à Stalden, plus une recette générale de Conches, pour ne citer que celles qui, dans le dossier S 6/6, ont affaire au préfet après le 4 novembre 1812 (AEV, S 6/6, n° 15, du 16 novembre [?] 1812).

## L'arrêté du 4 novembre 1812<sup>45</sup>

### *Le mémoire de Tousard d'Olbec*

Le «Mémoire sur la quantité de monnaie, soit batz au coin du Valais, qui existe dans le département du Simplon et sur les mesures administratives et financières qu'elle exige, par le directeur des administrations de finances» <sup>46</sup>, Louis Tousard d'Olbec, du 18 juillet 1812, expose <sup>47</sup> la situation monétaire du Valais avant la réunion, la valeur et le rôle essentiel des batz à cette époque et propose diverses mesures pour éviter leur accumulation dans les caisses publiques. La thèse soutenue est la suivante:

1° Les batz ont toujours été la monnaie ordinaire du pays. Il n'y a aucune raison pour que les citoyens du département ne s'en accommodent pas, aujourd'hui comme autrefois.

2° «La valeur du batz résulte de son rapport avec la livre tournois et de la plus value du franc sur la livre tournois. Le batz de Valais a été créé à 41 batz pour 6 livres tournois, mais le pair de cette monnaie avec les espèces, dans des circonstances égales à celles où se trouve le Simplon, est établi par une expérience constante à 41 batz et 1/2. Le rapport de la livre tournois au franc est de 81 pour 80, soit 40.1/2 pour 40. Ainsi le pair des batz de Valais avec les francs est réellement de 42 batz pour 6 francs, ou 35 batz pour l'écu de 5 francs [soit 14,29 cts le batz] [...] Ainsi, en mettant les batz à 35 pour 5 francs, et en détail à 14 centimes le batz, on ne ferait aucun tord aux particuliers...» (pp. 59-60).

3° Il convient de limiter les quantités de batz que les caisses publiques sont autorisées à recevoir sous la réserve d'excepter, pour la régie des sels et tabac, les sommes inférieures ou égales à 1 franc, et, pour la caisse des contributions, les sommes inférieures à 50 centimes. Car, explique Tousard d'Olbec, si, pour les sels et tabacs, l'on mettait cette limite à 50 centimes – qui est la plus proche des dépenses habituelles – le peuple devrait payer 3 batz 3 creutz, soit 52 centimes et il perdrait 4 centimes par franc, tandis qu'il acquitte 1 franc avec 7 batz 1 creutz, soit 101 centimes et qu'il ne perdrait ainsi qu'un centime par franc. Par contre, pour les contributions, le paiement mensuel de 50 centimes ne concerne que des gens aisés.

4° Le département du Simplon, par les travaux qu'ils commanditent, notamment par la construction et l'entretien de la route du Simplon, par le tra-

<sup>45</sup>Arrêté départemental du 4 novembre 1812. Placard en français et en allemand, hauteur: 70 cm, largeur: 42 cm (AEV, Fonds René de Preux, I (Imprimés), 54); *Mémorial*, n° 81 du 11 novembre 1812, pp. 528-530 (texte français, fig. 5a, 5b, 5c), 531-533 (texte allemand).

<sup>46</sup> AEV, DI 101, pp. 53-66, copie, avec signature autographe de Tousard d'Olbec, portant quelques surcharges, adjonctions et corrections qui pourraient être de la main de l'auteur.

<sup>47</sup> La forme d'une adjonction («Le préfet l'évalue à 200 mille francs au moins») fait penser qu'on a en mains le propre exemplaire de l'auteur, annoté; la conclusion du mémoire («... et ils paraissent les seuls dignes d'obtenir la préférence aux yeux de l'administrateur sage et éclairé à qui ce département est confié») semble indiquer que le préfet en est le destinataire. Il ne peut s'agir en aucun cas d'un texte à diffuser dans le public, et il est trop soigné pour n'être qu'à l'usage de ses subordonnés des administrations de finances du département.

fic considérablement accru des marchandises et des voyageurs, par les traitements des fonctionnaires et des douaniers, fournit des revenus à ce pays tout aussi importants sinon plus que ceux qui résultaient des échanges antérieurs avec la Suisse et des pensions du service mercenaire. La situation du Simplon serait donc plutôt meilleure que celle que connaissait le Valais avant 1798.

Ce document est vraisemblablement le point de départ des travaux relatifs à l'arrêté du 4 novembre 1812. Même si le préfet ne suit pas souvent les propositions de Tousard d'Olbec, il s'en inspire constamment. A ce titre, c'est sans doute la pièce maîtresse de ce dossier.

### *Les travaux préliminaires*

Dès le 5 août 1812, le projet de nouvel arrêté est prêt et le préfet le soumet d'abord au ministre du trésor <sup>48</sup>, puis au ministre des finances <sup>49</sup> qui, l'un et l'autre, l'acceptent moyennant quelques amendements mineurs <sup>50</sup>. Comme le préfet suppose que le gouvernement pourrait prendre des mesures monétaires pour tous les départements réunis <sup>51</sup>, il informe ses ministres qu'il ne les citera pas dans le préambule de l'arrêté afin de garder à celui-ci un caractère provisoire <sup>52</sup>. Il avise également le ministre des finances qu'il ne prendra cet arrêté qu'au mois de novembre «dans une circonstance d'autant plus favorable aux intérêts du trésor que la régie impériale des sels et tabacs au-delà des Alpes qui en avait [des batz] en caisse à Sion au commencement d'octobre pour 132 mille francs vient de les négocier contre des espèces à des banquiers de Genève qui les rejeteront nécessairement dans la circulation. Cette opération déjà effectuée en grande partie se consommera sans doute dans le cours de ce mois et il importe de saisir ce moment pour changer le cours avant que cette monnaie de billon ait pu rentrer dans les caisses publiques» <sup>53</sup>.

Par ailleurs, pour assurer le succès de la dévaluation du batz, le préfet décide d'une inspection de toutes les caisses publiques du département juste avant l'entrée en force de l'arrêté, afin de compter les batz et de rendre impossible une quelconque spéculation sur la monnaie à dévaluer. «[...] Au reçu de la présente, écrit-il aux maires concernés, et dans le plus profond secret, vous

<sup>48</sup> AEV, S 6/6, n° 7: minute autographe d'une lettre au comte Mollin [Nicolas-François, comte Mollien, 1758-1850], ministre du trésor, du 4 septembre 1812, réclamant une réponse à sa lettre du 5 août.

<sup>49</sup> AEV, S 6/6, n° 8: minute autographe d'une lettre du préfet au ministre des finances, du 14 octobre 1812, déjà citée.

<sup>50</sup> En privé, le préfet a une opinion plus tranchée; en marge d'un projet «suspendu» d'article sur les batz, sans doute destiné au *Mémorial*, le préfet a cette phrase: «Les batz en caisse du payeur s'écoulent, voilà l'essentiel; si les ministres n'avaient pas châtré mon premier projet, tout irait mieux.» (AEV, S 6/6, n° 23, sans date [après le 4 novembre 1812].)

<sup>51</sup> Il y en a une quarantaine. — Cela explique peut-être les hésitations du gouvernement à légiférer sur les modalités d'une démonétisation des anciennes pièces toujours en circulation.

<sup>52</sup> AEV, S 6/6, n° 8, déjà cité.

<sup>53</sup> *Ibidem*.

vous transporterez sur le champ chez [...] <sup>54</sup>. Vous lui demanderez l'exhibition de la monnaie en batz du Valais qu'il a dans sa caisse, vous en constaterez avec lui la quantité par un procès verbal. Aussitôt après cette opération, vous lui remettrez la lettre cachetée ci-jointe qu'il ouvrira en votre présence et vous en relaterez la notification à la suite de votre procès verbal <sup>55</sup> [...]. Cette opération faite, vous prendrez le temps suffisant dans la journée, pour vérifiez la monnaie de Suisse qui pourrait se trouver dans les sacs ou paquets; vous en constaterez la quantité par un second procès verbal. L'exactitude et la fidélité de ces opérations sont mises sous votre responsabilité personnelle.» La lettre cachetée à l'intention des receveurs a la teneur suivante: «En vertu d'un arrêté de ce jour qui, pour prévenir tout abus, ne sera imprimé qu'après la vérification préalable des caisses publiques, il vous est enjoint de ne recevoir les batz du Valais, à compter de la notification du présent, que suivant le tarif ci-après. [...] <sup>56</sup> Le présent ordre sera exhibé aux parties payantes et recevantes en attendant la publication de l'arrêté de la préfecture. Fait à Sion, le 4 novembre 1812.» <sup>57</sup> Dans les jours qui suivent, le préfet réclame une inspection très complète de la recette générale <sup>58</sup>, révélatrice autant du soin qu'il prend pour réussir la dévaluation des batz que de la complexité des tâches d'une recette départementale et des mœurs administratives de contrôle des hauts fonctionnaires.

<sup>54</sup> Espace libre pour écrire le nom du receveur de la commune en question.

<sup>55</sup> Ces procès verbaux sont conservés aux AEV, S 6/16 (55 pièces), dont, sous n° 50, celui de Saint-Maurice, du 5 novembre 1812, reproduit dans fig. 4.

<sup>56</sup> Suit le résumé du tarif de l'arrêté du 4 novembre 1812 que je ne reproduis pas ici. Cf. fig. 5a-c.

<sup>57</sup> Lettres circulaires aux maires et aux receveurs communaux, AEV, S 6/6, n° 10, formule du secrétariat de la préfecture annotée par le préfet lui-même. — Cette vérification des caisses avait été exigée par le ministre des finances dans une lettre au préfet du 27 octobre 1812 (AEV, S 6/12, n° 1: lettre avec signature autographe du ministre, duc de Gaète).

<sup>58</sup> AEV, S 6/6, n° 12: minute autographe du préfet à M. Quinque, inspecteur de l'enregistrement, du 9 novembre 1812. Il le charge de contrôler la caisse du receveur général et payeur à Sion: «Cette vérification n'est pas un travail purement mécanique comme celui qui vient d'être fait spontanément à l'usage de toutes les caisses, mais une opération difficile, compliquée, et qui exige un esprit d'ordre, de suite, une intelligence et une habitude des affaires de douanes telles que le préfet du département et le ministre du trésor soient mis à portée de connaître parfaitement la situation du payeur et les mesures à adopter. J'ai en conséquence l'honneur de vous inviter à vous transporter demain matin chez le receveur général et payeur où vous demanderez [...] (suit l'énumération des opérations de contrôle)].

A ces opérations distinctes mais concordantes et que la double qualité de receveur général et payeur rend assez compliquées, j'ajouterai que M. de Flotte vous doit présenter son encaisse en numéraire, mesure qui n'exigera pas dix minutes au moyen de la vérification faite les jours passés, que, s'il a des effets de commerce, ils doivent être impayés à trois mois de date et payés ou achetés à la caisse de service et doivent en outre être inscrits en recette au livre des effets impayés: ceci mérite une bien grande attention et je pense que pour atteindre tout le but proposé, vous devez avant tout demander tous les livres, effets et porte-feuille et tout reviser sous vos yeux pour que rien n'échappe à votre surveillance et ne donne lieu à faire ou à vous proposer des rectifications et des écritures que vous ne pourrez autoriser. M. de Flotte ne doit point avoir d'effets sur place, les instructions du trésor interdisent, j'en ai la certitude, ces opérations. Son livre de percepteur doit, veuillez y prendre garde, présenter tous leurs versements. [...] PS. Vous recevrez cette lettre à 6h. du matin, vous pourrez remettre son exécution jusqu'à près de 9 h., moment auquel tout le monde est à son poste à la recette générale.»

Département  
du  
Simplon

Arrondissement  
St Maurice

Canton de  
St Maurice

### Procès Verbal

Constatant la quantité de Numéraire en batz de Valais existant  
dans les Caisse du Receveur et Recuteur communal du  
Canton de St Maurice le 5<sup>e</sup> 9<sup>bre</sup> 1812.

J,  
Le Mil huit cent douze et le cinq du Mois de Novembre  
Je Soussigné Contrôleur des Contributions Directes de l'Arrondissement  
de St Maurice, en l'exécution du pouvoir de la Lettre du 26. courant  
qui m'a été donnée par Monsieur le Préfet de ce Département:  
Me suis transporté ce jourd'hui à onze heures avant midi au  
Bureau du Sieur Schmid Receveur des Contributions et Recuteur  
de la Commune du Canton de St Maurice que j'ai jointe à m'écrire  
toute la Monnaie en batz de Valais qu'il avoit dans ses Caisse:  
Sur quoi j'l. m'a d'abord présentée celle des Contributions en  
j'ai trouvé cinquante un batz.

	Batz	1/2 batz
Passant ensuite à l'examen des Caisse des Communes	51.	"
J'ai Compté dans celle de Collonges Cent deux batz -	102	"
et cinq cents soixante dix huit demi-batz -	"	578
Dans celle de St Maurice cinq batz -	5.	"
et deux cents vingt quatre demi-batz -	"	224.
Dans celle de Fribourgs onze batz -	11.	"
et deux cents quarante demi-batz -	"	240.
Total Cent soixante neuf batz en piece: et Mille quarante deux demi-batz en piece.	169.	1062

Le Sieur Schmid m'ayant déclaré que les sommes ci-dessus  
motivées que j'ai reconnues être toutes de Monnaie Valaisanne  
étaient les seules qui existoient dans ses Caisse: je lui ai Remis  
une lettre cachetée à son adresse de Monsieur le Préfet du Simplon,  
qu'il a ouvert et lu en ma présence, et dont le Contenu est un Extrait  
d'un Arrêté pour la Réduction de la Monnaie de Valais. De  
tout quoi j'ai dressé le présent procès Verbal à double Expédition  
pour être transmise l'une à Monsieur le Préfet du Département  
et l'autre déposée entre les mains du prédit Sieur Schmid qui l'a  
signé avec Moi. A St Maurice le 5<sup>e</sup> 9<sup>bre</sup> 1812.

Les Percepteurs

Schmid

Le Contrôleur

intéressé

Fig. 4. – Procès verbal du contrôle de la caisse communale  
de Saint-Maurice  
le 5 novembre 1812 (AEV, S 6/16, n° 50).

## ARRÊTÉ

*Sur la valeur et le cours des monnaies dans les caisses publiques,*

LE PREFET DU DÉPARTEMENT DU SIMPLON, CHEVALIER DE L'EMPIRE  
ET DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu son arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1811, relatif à la valeur des diverses monnaies et particulièrement à celle des Batz au coin du valais.

Considérant que les dispositions de cet arrêté n'étaient que provisoires, et que si l'administration a pu croire à cette époque qu'il n'y avait aucun inconvénient à laisser aux batz le cours auquel ils se trouvaient dans la circulation, c'est parce qu'elle ne pouvait alors évaluer la quantité de cette monnaie qui rentrerait dans ce département, d'où elle avait presque entièrement disparu depuis douze ans à la suite d'événemens extraordinaires.

Considérant que cette monnaie se trouve aujourd'hui, relativement aux espèces d'or et d'argent, dans la même disproportion où elle était avant 1798 : que sa surabondance jointe à la faveur que le tarif du 1<sup>er</sup> avril lui donnait sur ces espèces l'a fait affluer sans mesure dans les caisses publiques, et qu'il se fait même à cet égard, au détriment du service, un agiotage qu'il est urgent d'arrêter, en réduisant la valeur des batz et la quantité qui en devra être admise dans ces caisses.

Considérant aussi qu'il convient d'assurer la fidélité des paiemens en batz, sans qu'il soit nécessaire de compter cette monnaie chaque fois qu'elle passe de main en main.

### ARRÊTE :

#### §. I. *Dispositions générales.*

ART. 1. L'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1811, est rapporté.

ART. 2. Il ne sera reçu dans les caisses publiques à dater de ce jour que les monnaies désignées au présent arrêté, et elles n'y seront admises que conformément à ses dispositions.

Toute autre monnaie est prohibée.

ART. 3. Les monnaies au type français actuel en or, argent, billon et cuivre seront reçues pour leur valeur nominale d'après les lois de l'Empire.

## §. II. Monnaies d'or et d'argent anciennes ou étrangères.

ART. 4. Les anciennes monnaies de France seront reçues conformément au décret du 12 septembre 1810.

Les monnaies étrangères ci-après dénommées seront également admises . au taux fixé dans le tarif suivant ,

Savoir :

Monnaies d'Or,		Monnaies d'Argent.	
De France	Louis double, pour . . . . , Fr. 47. 20. C. Louis simple . . . . . — 23. 55. — Les louis à double écusson ne sont point admis	De France	Ecu de 6. livres tournois pour Fr. 5. 80. C. — de 3. livres . . . . . — 2. 75. — Pièce de 24 S. marquée . . . . . — 1. " — de 12 S. — . . . . . — 0. 50. — de 6. S. — . . . . . — 0. 25. —
Etrangères.	Le double souverain pour — 33. 80. — Le souverain . . . . . — 16. 90. — Le demi souverain . . . . — 8. 45. —	Etrangères	Ecu de brabant, dit croison, pr. — 5. 56. — Le demi . . . . . — 2. 77. — Le quart . . . . . — 1. 38. — Les pièces et demi pièces d'Espagne de 7 batz ne seront reçues que pour 6 & 3 batz , au tarif de cette monnaie.

## §. III. Batz au coin du Valais,

ART. 5. Les batz au coin du Valais seront reçus conformément au tarif ci-après :

40. batz et demi pour	F. <sup>r</sup> 5.	00. C. <sup>ms</sup>
3. batz pour	»	36.
1. et demi pour	»	18.
1. pour	»	12.
Le demi pour	»	6.
Le creutzer pour	»	2.

ART. 6. Les creutzers ne seront reçus qu'à découvert et pour appoint seulement.

Les demi - batz pourront être donnés à découvert et en sacs ; savoir : à découvert pour appoint seulement ; en sacs , jusqu'à la concurrence du vingtième de la somme du sac.

ART. 7. Il ne pourra être livré plus de cinquante francs en batz sans qu'ils soient ensachés.

ART. 8. Les sacs ne pourront être composés que de comptes décimaux de dix en dix francs.

Ils seront ficelés et munis d'une étiquette portant, le poids la



somme du sac, le nom de celui qui l'aura fait et la date du jour qu'il l'aura donné en paiement.

Le poids en sera vérifié en présence de la partie prenante; et le signataire du sac sera responsable pendant trois mois de toute monnaie défectueuse ou prohibée et de tout mécompte, lorsqu'il lui sera représenté avec son poids.

ART. 9. La toile des sacs sera remboursée de main en main, par la partie prenante, à raison de 7 centimes pour 50 francs, 14. pour 100 francs et ainsi de suite jusques et compris 300 francs: au-delà de laquelle somme il ne sera plus ajouté que huit centimes par cent francs.

ART. 10. Les batz seront reçus dans les caisses des contributions directes, de l'enregistrement et des domaines, des postes, et de la régie impériale des sels et tabacs, pour tout paiement de cinquante centimes et au-dessous, et jusqu'à la concurrence du vingtième du paiement total, lorsque ce vingtième excèdera 50 centimes.

ART. 11. Ces mêmes caisses ne pourront verser à leurs caisses supérieures, en batz, que jusqu'à la concurrence du vingtième de leur paiement, à l'exception des percepteurs des contributions directes qui auront la faculté d'en livrer le huitième.

ART. 12. Toutes les caisses publiques sont également autorisées à donner dans leurs divers payemens aux particuliers le 20<sup>e</sup> en batz.

Le receveur général et payeur des dépenses diverses aura seul la faculté de payer jusqu'à la concurrence du dixième en cette monnaie, excepté aux troupes de passage qui ne seront pas obligées d'en recevoir.

FAIT en Préfecture à Sion, le 4 novembre 1812.

Signé, DERVILLE MALECHARD.

Par le Préfet

*Le Secrétaire général de la Préfecture, ROULLIER.*

Fig. 5c – Arrêté départemental du 4 novembre 1812.

Texte français (fin) publié dans le *Mémorial*,  
n° 81 du 11 novembre 1811, p. 530.



*Le contenu de l'arrêté (fig. 5a-5c)*

En préambule, le préfet reconnaît qu'on n'avait pu estimer correctement en avril 1811 la quantité de batz qui entrerait dans le département; que cette quantité est disproportionnée par rapport aux monnaies d'or et d'argent; qu'un taux favorable fait affluer les batz dans les caisses publiques; qu'il se pratique «un agiotage qu'il est urgent d'arrêter *en réduisant la valeur des batz et la quantité qui en devra être admise dans ces caisses* <sup>59</sup>»; «... qu'il convient d'assurer la fidélité des paiements en batz, sans qu'il soit nécessaire de compter cette monnaie chaque fois qu'elle passe de main en main». Ces considérants révèlent bien que les problèmes posés à l'administration départementale des finances par l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1811 désormais rapporté venaient de la valeur trop forte des batz et de leur acceptation dans les caisses publiques en toute quantité. Le nouvel arrêté corrige ces défauts; ce faisant il crée de nouvelles difficultés aux caisses publiques et, vraisemblablement, à toute la population du département. La valeur du batz, passant de 15 à 12 centimes, il faut bien que quelqu'un assume la perte de 3 centimes par batz. Qui perd, qui gagne? On le verra plus loin.

Les douze articles de l'arrêté se répartissent en trois titres:

I. Dispositions générales (articles 1 à 3). Ce titre annule l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1811, indique que seules les monnaies figurant dans le présent texte seront admises, et dans les quantités mentionnées, enfin précise que les monnaies actuelles françaises seront reçues pour leur valeur nominale.

II. Monnaies d'or et d'argent anciennes ou étrangères (article 4). Ce titre précise que les anciennes monnaies de France seront reçues conformément au décret du 10 septembre 1810 et les monnaies étrangères sur la base du tableau annexé qui est pratiquement le même que celui de l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1811 <sup>60</sup>.

III. Batz au coin du Valais (articles 5 à 12). C'est l'objet principal de l'arrêté et aussi le titre le plus long et le plus explicite. L'article 5 fixe à 12 centimes la valeur du batz, de ses multiples et sous-multiples, à l'exception de l'écu de 5 francs compté à 40,5 batz (ce qui met le batz à 12,345 cts) et du creutz compté à 2 centimes (ce qui met le batz à 8 cts). Les articles suivants limitent les quantités de batz, de leurs sous-multiples ou de leurs multiples que les caisses publiques peuvent accepter. On résumera en disant que ces monnaies sont acceptées comme appoint de monnaies françaises ou étrangères en or ou en argent. Sauf pour le creutz qui ne peut servir que d'appoint dans les fractions d'un batz, elles sont acceptées pour moins de 50 centimes; pour des

<sup>59</sup> C'est moi qui souligne.

<sup>60</sup> Les seules différences entre les deux arrêtés concernent 1° les pièces suisses de 10 et de 5 batz: celles-ci, qui sont reçues respectivement pour 15 et 7,5 centimes en avril 1811, disparaissent du second arrêté; 2° les pièces et demi-pièces d'Espagne de 7 [et 3,5] batz: elles ne figurent pas dans l'arrêté d'avril 1811 et sont comptées dans celui de novembre 1812 pour 6 et 3 batz. — Au sujet des croisons, le préfet écrit: «Les croisons sont même une monnaie des Etats d'Autriche où elle a cours pour 5 liv. 17 s. tournois, et même au-dessus. D'ailleurs la réduction [...] n'est que la valeur des frais et du droit du souverain à la fabrication [...]» (*Mémorial*, n° 81 du 11 novembre 1812, pp. 534-535.)

montants supérieurs, elles ne peuvent représenter que le vingtième de la somme (5%). Les paiements des caisses publiques se font selon les mêmes principes, sauf ceux de la caisse du receveur général et payeur qui peuvent être d'un dixième de la somme. Seule exception: les troupes de passage ne sont pas tenues d'accepter les batz.

### *Le taux de dévaluation*

L'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1811, en conservant aux batz valaisans la valeur des batz suisses, évitait toute dévaluation officielle et stoppait probablement la dépréciation de cette monnaie qui s'était déjà opérée dans le trafic commercial avec l'extérieur. Le prix à payer pour le maintien de la stabilité monétaire a été le retour massif des batz en Valais à destination des caisses publiques du département. L'arrêté du 4 novembre 1812 veut éviter de faire payer à la France une stabilité monétaire du Valais, somme toute artificielle. La réduction des batz au détail est de 20% <sup>61</sup>. Cette réduction s'étend aux autres monnaies, avec parfois des taux plus forts, dès qu'on les estime en batz. Pour comprendre le processus de dévaluation, il faut être attentif, dans les longues informations que le préfet donne au *Mémorial* sur cette question, à la table de concordance des monnaies courantes en batz comptés à leur valeur antérieure au 1<sup>er</sup> avril 1811, d'une part, et postérieure au 4 novembre 1812, d'autre part (Tableau 3) <sup>62</sup>.

Le rapport théorique des monnaies, généralement maintenu par l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 1811, donnait le franc ou la livre de Suisse de 10 batz pour 1,50 franc français. <sup>63</sup>

Le tableau 3 estime l'ancienne et la nouvelle valeur des monnaies en batz et creutz. L'ancienne et la nouvelle monnaie de France sont entre elles dans le rapport de 81 livres tournois pour 80 francs <sup>64</sup>; dans les caisses publiques,

<sup>61</sup> Les particuliers comptent le batz à 12 centimes, c'est-à-dire qu'ils en donnent maintenant 5 pour 4 autrefois (réduction de 20%). Les caisses publiques, parce qu'elles ont l'obligation de payer les 9/10<sup>es</sup> des sommes en espèces, peuvent seules donner maintenant 6 batz pour 5 autrefois (réduction de 16,66%). (AEV, S 6/6, n° 23, article sur les batz.) Cf. aussi notes 64, 65 et 68.

<sup>62</sup> *Mémorial*, n° 81 du 11 novembre 1812, p. 538.

<sup>63</sup> Voir tableau 2. C'est le rapport officiel entre le franc de Suisse et le français. — Le préfet soutient que l'arrêté du 4 novembre 1812 rétablit les cours réels des monnaies, pratiqués au moins depuis 1790.

<sup>64</sup> «La somme en livres tournois sera réduite à une somme proportionnelle en francs, à raison de 81 livres pour 80 francs, ou d'un et un quart pour cent, en sus, et cette somme ainsi réduite est celle qui doit être perçue en francs, en monnaie quelconque autorisée par l'arrêté du 4 novembre 1812 et au taux de son tarif.» (*Mémorial*, n° 89 du 30 décembre 1912, p. 586.)

6 batz se donnent désormais pour 5; entre particuliers, 5 batz se donnent pour 4 et le batz valaisan n'est plus alors compté qu'à 12 centimes et des poussières <sup>65</sup>.

Val. ancienne Batz, Creutz	Nom de la pièce / monnaie	Val. nouvelle Batz, Creutz
1bz1cr		1bz2cr
2bz2cr		3bz
5bz		6bz
10bz		12bz
20bz	écu petit	24bz
25bz	écu bon	30bz
13bz2cr	livre maurisoise / du Haut-Valais	16bz1cr
33bz1/3bz	5 livres tournois	40bz
33bz3cr	écu de 5 francs	40bz2cr
39bz	croison	47bz
40bz	écu de 6 livres / écu neuf	48bz

Tableau 3. – Concordance des anciennes et des nouvelles valeurs des batz

### *L'application de l'arrêté du 4 novembre 1812*

Un curieux document intitulé «Réflexion sur les moyens de faire écouler la quantité de près de 60'000 francs de batz qui vont se trouver en stagnation dans la caisse du receveur général et payeur» <sup>66</sup> nous informe sur le volume des transactions mensuelles et annuelles de la recette générale, sur l'origine de ces fonds, sur la proportion de batz qui s'y trouvent et sur les moyens de s'en débarrasser en les remettant en circulation. C'est un résumé explicatif et justificatif des mesures prises par l'arrêté du 4 novembre auquel il vaut la peine de prêter attention (Tableau 4).

<sup>65</sup> En réalité 5 francs français valent 40,5 batz, voir ci-dessus p. 51 et tableau 3, p. 53. Le préfet s'en explique au *Mémorial*, n° 81 du 11 novembre 1812, p. 536, en soutenant que le batz, avant le 1<sup>er</sup> avril 1811, «ne valait donc que 3 sols moins un treizième suivant la loi ou 3 s. moins un sixième au cours du commerce, cependant il valait couramment en détail 3 s., de même que le batz de 12 centimes un tiers ne vaudra que 12 centimes.» – Les poussières, dont on ne tient pas compte dans le détail, valent donc 1/3 de centimes.

<sup>66</sup> Copie (AEV, S 6/6, n° 3) non datée, mais signée de la main de Derville Malécharde et présentée comme pièce n° 7 d'un dossier en mains du ministre des finances à laquelle fait allusion une lettre du préfet au dit ministre, du 14 novembre 1812 (AEV, S 6/6, n° 14). – Les premiers chiffres du tableau sont conformes au tableau des contributions foncières et personnelles publié dans le *Mémorial*, n° 70, du 26 août 1812, p. 450, ou au tableau manuscrit conservé aux AEV, S 6/11, n° 8.

	montant total en fr.	dont en batz (val en fr.)	% du total en batz
<b>Recettes</b>			
– contributions dir.	96 000	12 500	13,02
– enregistrement	72 000	3 500	4,86
> sous-total	168 000	16 000	9,52
– régie sels & tabac <sup>67</sup>	160 000	8 000	5,00
– fonds en batz <sup>68</sup>	58 000	58 000	
– total des recettes	386 000	82 000	21,24
<b>Dépenses</b>			
– au total, environ	400 000	40 000	10,00
<b>Batz en excès</b>		42 000	

Tableau 4. – Estimation des recettes et des dépenses  
de la caisse du receveur général et payeur du département

L'administration des finances du département ne se soucie pas ici de l'équilibre budgétaire. Ce qui l'intéresse d'abord, c'est de trouver le moyen d'écouler les 42 000 francs en batz qui restent malgré les mesures prises. A Sion, on a bien une idée, mais il faut la faire accepter par Paris: c'est d'obliger les douanes à payer en batz le 10% des traitements qu'elles servent, à savoir le 10% de 340 000 francs, soit 34 000 francs (le reliquat de 8000 frs s'écoulera facilement l'année suivante par la même méthode). Le préfet soutient que cela est d'autant plus juste que les douanes sont les premières responsables de l'accumulation des batz – elles les ont acceptés en paiement, elles en ont peut-être même achetés, puis elles les ont changés (plus de 74 000 frs) <sup>69</sup> contre espèces auprès des caisses départementales. Mais les douanes traitent les affaires sur un plan international, donc en monnaie française exclusivement; le préfet prend bien soin de ne leur demander de payer en batz qu'une partie des traitements des fonctionnaires qui vivent en Valais où les batz ont cours.

L'arrêté du 4 novembre 1812 qui rapporte celui du 1<sup>er</sup> avril 1811 ne crée pas à l'administration des difficultés sur les pertes dues aux changes: en effet, si les receveurs doivent remettre en circulation pour 12 centimes chaque batz

<sup>67</sup> Ne s'agit-il que du montant des droits prélevés sur le sel et le tabac vendus dans le département? Ou faut-il comprendre dans ce montant la facture du sel lui-même? Le mémoire de Tousard d'Olbec, AEV, DI 101, p. 57, affirme que l'Etat, sous la république indépendante, devait acquitter en espèces pour le sel une facture de 120 à 130 mille francs.

<sup>68</sup> Le préfet estime avoir en caisse, au 5 novembre 1812, 69600 frs en batz (69824 frs d'après le relevé de la vérification des caisses, AEV, DI, p. 67) qu'il compte, dévalués d'un sixième, à 58 000 frs. Le taux légal des batz contre les écus fixe la valeur des batz: la réduction est de 6 à 5, écrit-il dans le Mémorial, n° 81 du 11 novembre 1812, p. 537. Voilà comment s'explique la réduction d'un sixième appliquée aux avoirs en batz de la recette générale.

<sup>69</sup> AEV, S 6/6, n° 3, p. 4.

qu'ils ont reçus pour 15 centimes, ils ont la faculté dans leur comptabilité de réduire d'un sixième la valeur des batz. <sup>70</sup> Le département considère qu'il est logé à la même enseigne que n'importe quel particulier et regarde donc les conséquences de la dévaluation comme une diminution de ses recettes et une perte inévitable. Certes il s'est arrangé pour que celle-ci soit aussi faible que possible en choisissant de dévaluer le batz au moment où il était en petite quantité dans les caisses publiques grâce à la vente massive de batz à des banquiers genevois. Il se pourrait cependant que la transaction n'ait pas eu lieu ou qu'elle n'ait pas été aussi importante que l'avait imaginée le préfet. En effet, le relevé de la vérification des caisses au 4 novembre 1812 porte pour celle de la régie des sels et tabacs à Sion, censée s'être délestée de 132 000 francs en batz, la somme de 111 680,90 francs en batz, soit le 61% de la valeur des batz de toutes les caisses publiques du département. <sup>71</sup>

Les difficultés sont plus mesquines du côté de l'administration. Elles ressortissent au change exceptionnel que l'arrêté établit entre l'écu de 5 francs et le batz. Ainsi chaque fois qu'un receveur encaisse 40,5 batz contre un écu de 5 francs, il perd 14 centimes. Cela ne concerne pas les particuliers, ou très peu. Cela concerne les différentes caisses publiques entre elles et ces 14 centimes par 5 francs ont été voulu comme une rémunération des receveurs de petites caisses.

### *Les conséquences économiques de la réduction des batz*

Quels ont été les effets de l'arrêté dans le public et dans l'économie? Odieux, dira Tousard d'Olbec, en 1816 vraisemblablement, dans une lettre au grand bailli de Sépibus; celle-ci lui permet d'ailleurs d'apporter la preuve, à son avis décisive, pour dégager sa responsabilité, parce que, dira-t-il: «j'ai été personnellement chargé de tout l'odieux de cette affaire [des batz]» <sup>72</sup>.

<sup>70</sup> Cependant le ministère du trésor à Paris suit l'affaire de près. D'une correspondance entre le receveur général et payeur du département et le préfet, il ressort que le ministre du trésor veut connaître les pertes de chaque caisse publique et entend se prononcer sur le bien-fondé de ces pertes avant de les rembourser; il charge à cet effet le receveur général et payeur de lui remettre tous les procès verbaux établis par les caissiers ou leurs copies certifiées. Cf. AEV, S 6/12, n° 3-7, mais notamment n° 3, du 14 décembre 1812 au 8 janvier 1813: lettres de M. de Flotte au préfet du Simplon.

<sup>71</sup> AEV, DI 101, Mémoire..., pp. 67-68.

<sup>72</sup> Il poursuit: «Je ne cherche pas par qui, ni comment, ni pourquoi. Je ne cherche pas non plus à lutter contre les bruits populaires, mais j'ai à cœur de conserver l'estime des personnes respectables qui m'en accordaient, en tête desquelles je m'honore de compter Votre Excellence. J'ai l'honneur de lui adresser la minute du mémoire que j'ai remis sur les batz, et je n'y ajouterai rien. Votre Excellence pourra juger les vues dans lesquelles je l'ai écrit, les moyens que je proposais et la différence de ceux qui ont prévalu et qu'on m'a prêtés, et peut-être Votre Excellence reconnaîtra encore l'ami de son pays dans l'homme qui servait cependant son gouvernement comme il devait le faire.» AEV, Conseil d'Etat II/12, 1b Archives, n° 26.

Le préfet lui-même a dû s'expliquer sur les raisons des mesures qu'il avait prises et sur les effets qu'il en attendait. Il l'a fait dans le *Mémorial*, n° 81 du 11 novembre 1812 et n° 89 du 30 décembre 1812. Dans le premier de ces articles, le préfet reconnaît que «la réduction de la valeur des batz cause une perte réelle et sensible à ceux qui se trouvent en avoir dans les mains au moment où elle est publiée; c'est un malheur inévitable dans toutes les réductions de monnaies. Cependant celle-ci [...] arrive dans le moment où elle est moins onéreuse aux particuliers, puisque les trois quarts des batz sont dans les caisses publiques»<sup>73</sup>. Plus loin, il avertit les petits producteurs qu'il ont à modifier leurs prix: «Il faut que l'homme simple et ignorant sache que 60 centimes de contributions, qu'il payait avec 4 batz, lui en coûteront 5; que deux livres de sel, qu'il payait avec trois batz et demi en perdant un demi creutz, lui coûteront 4 batz et un creutz; que la même quantité de tabac, qui lui coûtait 5 batz, lui en coûtera 6; que le papier timbré, qui lui coûtait 2 batz, lui coûtera 2 et 1/2, que la livre de viande de 2 batz, s'il la paie en batz, lui coûtera 2 batz et demi, et le pain à proportion, et si on lui dit qu'il doit encore vendre son beurre, ses œufs, et son grain pour le même nombre de batz qu'auparavant, on le trompe et que sa journée doit de même augmenter dans la même proportion si on le paye en batz parce qu'on lui vendra et qu'on lui fera payer ses dettes dans la même proportion.» Dans le second de ces articles, Derville Maléchar d est surtout attentif à mettre en évidence les différences de change entre anciennes monnaies suisses et françaises et nouvelles monnaies françaises pour prouver que le second arrêté est dans l'ordre des choses alors que le premier n'avait été qu'un cadeau de bienvenue dans l'Empire et provisoirement destiné à soulager l'économie du nouveau département.

La réduction d'une seule monnaie, à l'exclusion des autres, rend difficile l'estimation de l'incidence de cette mesure sur les prix pratiqués en Valais.

Si le batz est la monnaie courante, celle dans laquelle on calcule les salaires, celle avec laquelle on règle les dépenses quotidiennes, les loyers mêmes, celle dans laquelle on fait ses comptes, on peut penser que l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril a contribué à maintenir les prix à leur niveau, tandis que celui du 4 novembre 1812 a déclenché une hausse des prix d'environ 20%. Il est difficile de le vérifier. En effet, la réduction de la valeur des batz n'affecte que le change en argent français. Si la majorité des transactions se fait en batz, sans intervention de monnaies françaises, il pourrait ne pas y avoir dévaluation du batz. Il est cependant difficile de croire que le public n'a pas accordé au batz la valeur que l'Etat – c'est alors la France – lui reconnaît et n'a pas adapté les prix des biens courants au nouveau tarif. «L'arrêté de la Préfecture, déclare le

<sup>73</sup> Il omet de dire, mais c'est de bonne guerre, que la majeure partie des batz des caisses publiques sont dans des banques genevoises; elles seraient les premières et les plus importantes victimes de l'arrêté du 4 novembre 1812. — Ce silence ne peut absolument pas être interprété comme un aveu de l'échec de la transaction avec les banques genevoises. Voir ci-dessus, p. 45 et p. 55.

préfet <sup>74</sup>, n'est, il est vrai, qu'un règlement d'application, autorisé pour les caisses publiques, et n'est pas une loi. Mais il n'en résulte pas moins que le taux de la monnaie doit nécessairement devenir le même entre particuliers que dans les caisses, les transactions particulières suivant toujours naturellement les règlements appliqués aux caisses publiques.» Que certains aient tenté de «rouler» des paysans ou de petits artisans en leur faisant croire qu'ils avaient l'obligation de vendre leurs produits à l'ancienne valeur du batz, c'est précisément ce que ne peut accepter le préfet et qu'il dénonce dans l'article déjà cité du *Mémorial*; il révèle ainsi une incertitude dans la population sur la valeur des batz, qui sous-entend bien une dévaluation réelle. Comment se sont comportés les prix? Le *Mémorial* publie presque chaque quinzaine un tableau des prix des denrées sur les marchés de Sion, Martigny et Monthey, mais il les publie en francs français, dissimulant ainsi la hausse des prix lorsqu'on paye en batz. Une enquête sur «Les prix des marchés de Sion au XIX<sup>e</sup> siècle» <sup>75</sup> situe la période 1811-1813 dans un mouvement de hausse; mais elle est trop globale pour permettre de déceler les effets très ponctuels de l'arrêté du 4 novembre 1812 parmi les fortes fluctuations saisonnières des prix. Le

	1811	1812	1813
Moyenne annuelle	72.23	81.96	85.88
Janvier	—	78.99	<b>91.19</b> (72.95)
Février	—	79.99	<b>90.27</b> (72.22)
Mars	—	81.10	<b>89.94</b> (71.95)
Avril	75.99	85.77	<b>90.97</b> (72.77)
Mai	71.50	93.10	<b>88.19</b> (70.55)
Juin	70.99	90.99	<b>88.89</b> (71.10)
Juillet	66.99	91.75	—
Août	72.48	58.88	<b>88.19</b> (70.55)
Septembre	72.48	60.99	<b>83.33</b> (66.66)
Octobre	76.17	70.24	<b>78.83</b> (63.06)
Novembre	63.70	<b>94.11</b> (75.28)	<b>79.86</b> (63.88)
Décembre	79.75	<b>97.58</b> (78.06)	<b>75.00</b> (59.99)

Tableau 5. – Prix du fichelin de froment sur le marché de Sion.

Moyennes mensuelles en batz et fractions décimales de batz, estimées à partir d'un tableau donnant par quinzaine ou par mois le prix de l'hectolitre en francs (*Mémorial*, 1811-1813).

En caractères ordinaires, batz à 15 cts; en gras, batz à 12 cts.

<sup>74</sup> *Mémorial*, n° 81 du 11 novembre 1812, p. 534.

<sup>75</sup> Jean-Henri PAPILLOU, dans *Société et culture du Valais contemporain*, pp. 81-117.

tableau 5 qui utilise la même source que l'enquête citée, le *Mémorial*, s'il paraît montrer une hausse des prix en batz, souligne surtout la difficulté de distinguer entre une hausse des prix due à une manipulation monétaire et une hausse due à de mauvaises récoltes. Faute de pouvoir étendre la recherche aux résultats des récoltes de plusieurs céréales pendant plusieurs années, on restera dans l'incertitude. Autre source traditionnelle de l'étude des prix, les comptes privés sont rares et presque toujours partiels à cette période et, ceux du moins que j'ai pu consulter, ne permettent pas de suivre l'évolution des prix d'un même produit ou celle des salaires d'un même type d'activité, seul moyen pourtant de vérifier une hausse des prix. On en est donc réduit à des conjectures.

## Conclusion

Il y a sans doute trop peu de batz «au coin du Valais» <sup>76</sup> pour qu'ils aient pu provoquer des mouvements marqués de hausse des prix, dans une période qui est déjà à la hausse générale.

Mais la perte qui a touché les particuliers détenteurs de batz – ils étaient sûrement nombreux, pour de petits montants certes, mais qui faisaient parfois toute leur monnaie – a été ressentie vivement.

Le Valais est certainement une région où le numéraire est rare et les paiements en nature <sup>77</sup> doivent y avoir conservé une place appréciable.

Mais surtout, le Valais est alors un pays pauvre, «le département le plus pauvre de l'Empire» <sup>78</sup>.

<sup>76</sup> 230 000 francs en batz pour 63 533 habitants (3 frs 62 cts c'est-à-dire 30 batz à 12 cts ou 24 batz à 15 cts par habitant). J'ai retenu ici le chiffre total du recensement du 13 juillet 1811 (Léo MEYER, «Les recensements de la population du canton du Valais de 1798 à 1900», tiré à part, Sion, 1908), et non pas le chiffre de 67 527 habitants fourni par «la liste des communes du département [...] et l'indication de leur population», dans *Annuaire* 1813, pp. 72-80.

<sup>77</sup> Certains fonds privés (de Courten, par exemple) révèlent de nombreux paiements en nature. (Aimable communication de M. Gaëtan Cassina.) — P.-J. de Riedmatten payait plus ou moins en nature selon l'importance des récoltes, cf. mon article déjà cité.

<sup>78</sup> L'expression est de Derville Malécharde dans une adresse du 9 juillet 1811 à ses administrés, dans *Mémorial*, n° 11 du 10 juillet 1811, p. 65. — Dans le même texte, p. 64, il précise: «[...] notre Auguste Prince [...] a voulu *naturaliser* les impositions directes en les rendant néanmoins presque insensibles. Les contributions directes de ce département ne s'élèvent pas chaque année, y compris les centimes additionnels de toute nature, à cent mille francs. C'est 1 franc 51 centimes par tête d'individu de tout âge et de tout sexe» alors que c'est, dans des départements comparables, «par tête d'individu: Hautes-Alpes, 6 frs 49 cts; Basses-Alpes, 7 frs 18 cts; l'Ain, 6 frs 18 cts; le Jura, 6 frs 91 cts; le Mont-Blanc, 4 frs 20 cts; la Doire, 4 frs 24 cts; le Léman, 4 frs 20 cts».



## Compléments et errata

(Annales valaisannes 1992)

### La monnaie du département du Simplon et la réception des batz «au coin du Valais» dans les caisses publiques

*Une attestation de la dévaluation des batz du 4 novembre 1812*

M. Gaëtan Cassina a trouvé, au cours de ses recherches sur les monuments d'art et d'histoire du district de Sierre, un compte où apparaît explicitement un effet de l'arrêté du 4 novembre 1812. Il m'autorise aimablement à le transcrire ici avec un commentaire.

«Cent écus payables par un paquet de en argent blanc	écus 40
item par un autre en argent blanc	écus 24
item par 27 paquets de 40 batz	<u>écus 36*</u>
	écus 100

livré de plus pour la chambre de la classe deux louis et 1 écu de 6 francs pour la balayer pendant l'année

item pour 3 3/4 livres de cierges à raison de 20 batz par livre, porté à 75 batz, qui ont été acquittés par 96 batz à cause d'abaissement d'argent et qui sont à insérer dans le catalogue des déboursés.\*\* [...]

Cette note concerne le bordereau présenté par M. Maurice de Courten, recouvreur des intérêts du séminaire ce 22 décembre 1812.» (AEV, fonds René de Preux, SP 42.)

\* L'écu bon est ici compté à 30 batz au lieu de 25 [(27 x 40): 30 = 36]: il s'agit donc bien de batz dévalués, comptés à 12 cts au lieu de 15.

\*\* L'allusion à la dévaluation est claire, mais le calcul ne correspond pas exactement à celle-ci. En effet, 75 batz devraient correspondre, après la dévaluation, à 93 batz 3/4 [(75: 12) x 15 = 93.75] et non pas à 96 batz comme mentionné dans le document.

- p. 32, note 10; p. 34, note 13: une distraction maligne m'a fait écrire *Echassériaux* au lieu de *Eschassériaux*.
- p. 42, No 40, 3e ligne: lire ... *résultat du contrôle*...
- p. 44, avant-dernière ligne du texte: lire ... *par les travaux qu'il commande*...

Pierre Reichenbach